

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° : 200-06-000082-076

DATE : 12 mars 2014

SOUS LA PRÉSIDENTE DE : L'HONORABLE CATHERINE LA ROSA, j.c.s.

COMMUNICATION MÉGA-SAT INC.,

Requérante;

c.

LG PHILIPS LCD CO., LTD. et LG PHILIPS LCD AMERICA, INC.

et

SAMSUNG ELECTRONICS CO. LTD., et SAMSUNG ELECTRONICS CANADA INC.,

et

HITACHI LTD., HITACHI CANADA LTD., HITACHI AMERICA LTD., HITACHI ELECTRONICS DEVICES (USA) INC. et HITACHI DISPLAYS LTD.

et

SHARP CORPORATION et SHARP ELECTRONICS OF CANADA LTD et SHARP ELECTRONICS CORPORATION

et

TOSHIBA OF CANADA LTD. et TOSHIBA CORPORATION et TOSHIBA AMERICA CORPORATION et TOSHIBA MATSUSHITA DISPLAY TECHNOLOGY CO., LTD.

et

AU OPTRONICS CORPORATION et AU OPTRONICS CORPORATION AMERICA

et

CHI MEI OPTOELECTRONICS USA INC. et CHI MEI OPTOELECTRONICS JAPAN CO., LTD. et CHI MEI OPTOELECTRONICS CORPORATION

et

HANNSTAR DISPLAY CORPORATION.

Intimées.

JUGEMENT
(APPROBATION DU PLAN DE DISTRIBUTION)

[1] **ATTENDU** que les parties sont impliquées dans un litige de la nature d'un recours collectif.

[2] **ATTENDU** que par jugements rendus dans le cadre de cette affaire, cinq (5) règlements ont été approuvés.

[3] **ATTENDU** que la requérante soumet une requête afin d'obtenir l'approbation d'un plan pour la distribution aux Membres du Groupe des fonds prévus aux règlements approuvés totalisant à ce jour 37 623 000 \$.

[4] **CONSIDÉRANT** les éléments de preuve produits au soutien de la requête, notamment :

- (a) Le Plan de distribution /*Distribution Protocol* joint à ce jugement à l'annexe « A » (le« Plan de distribution »);
- (b) l'affidavit de monsieur Alain Fillion à titre de personne désignée représentant Communication Mega-Sat Inc souscrit le 13 février 2014;
- (c) l'affidavit de Me Linda Visser souscrit le 13 février 2014, avec ses annexes A à U;
- (d) les pièces R-38 à R-43.

[5] **VU** les représentations des procureurs du Groupe Québécois présentées au compte de la requérante et les articles 1033 et suivants du *Code de procédure civile*.

[6] **CONSIDÉRANT** que les intimées s'en rapportent toutes à la justice.

[7] **VU** que la firme NPTRicePoint Class Action Services consent à être désignée comme administratrice des Réclamations.

[8] **CONSIDÉRANT** que la demande d'approbation du plan de distribution est dans l'intérêt de la justice.

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[9] **DÉCLARE** que les définitions figurant dans le Plan de Distribution/*Distribution Plan* seront utilisées dans le jugement et par conséquent, elles sont réputées en faire partie intégrante;

[10] **DÉSIGNE** la firme NPT RicePoint Class Action Services pour agir à titre d'administratrice des Réclamations;

[11] **APPROUVE** le Plan de Distribution/*Distribution Plan* qui est joint au jugement dans son intégralité;

[12] **ORDONNE** que ce Plan de Distribution/*Distribution Plan* régit l'administration des Ententes intervenues avec les parties ci-après, dans le cadre de cette affaire :

- (a) Chunghwa Picture Tubes Ltd, en date du 11 mai 2009;
- (b) Epson Imaging Devices Corporation (autrefois connue sous la désignation Sanyo Epson Imaging Devices Corporation), en date du 2 août 2011;
- (c) Samsung Electronics Co, Ltd et Samsung Electronic Canada inc, en date du 29 avril 2013;
- (d) Innolux Corporation (successeure à CHI MEI Optoelectronics Corporation) par lequel une quittance de toutes les réclamations formulées contre CHI MEI Corporation, CHI MEI Optoelectronics USA inc, CHI MEI Optoelectronics Japan Co., Ltd, Nexgen Mediatech Inc. et Nexgen Mediatech sont aussi prévues, conclue le 5 septembre 2013; et
- (e) Japan Display (successeure à Hitachi Display, Ltd) à son bénéfice et au bénéfice d'Hitachi Ltd, Hitachi Canada Ltd, Hitachi America Ltd, Hitachi Electronics Devices (USA) inc., en date du 13 septembre 2013;

[13] **APPROUVE** la forme et le contenu des avis d'approbation et du processus des réclamations R-39, en la forme des documents qui sont joints en annexe « B » à ce jugement et **ORDONNE** que les avis soient aussi diffusés en version française;

[14] **APPROUVE** le plan de publication des avis essentiellement en la forme du plan qui est joint à l'annexe « C » de ce jugement et **ORDONNE** que les avis d'approbation soient diffusés en conformité avec le Plan de Publication des avis, le Plan de Distribution et les conditions de ce jugement;

[15] **APPROUVE** la forme et le contenu des formulaires de réclamations essentiellement selon le modèle qui est joint en annexe « D » à ce jugement et **ORDONNE** qu'une version française de ce formulaire soit rendue accessible aux membres du groupe;

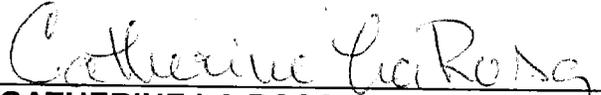
[16] **ORDONNE** que le montant net des Règlements, payé dans le cadre des Ententes, soit distribué par l'administratrice des Réclamations en accord avec les termes du Plan de Distribution et en respectant le *Règlement sur le pourcentage prélevé par le Fonds d'aide aux recours collectifs*¹;

[17] **ORDONNE** que l'information transmise par tout réclamant dans le cadre du processus de réclamation soit recueillie, utilisée, conservée et divulguée en conformité avec le contenu de l'article 43 du Plan de Distribution R-38;

[18] **DÉCLARE** que les décisions de l'administratrice des Réclamations pourront être revues selon ce qui est prévu aux articles 34 à 39 du Plan de distribution;

[19] **ORDONNE** que tout Membre du Groupe qui désire obtenir un dédommagement devra produire à l'administratrice des Réclamations un formulaire de réclamation dûment complété, le ou avant le 90^e jour suivant la diffusion du communiqué de presse, sous réserve de tout autre jugement du tribunal, et déclarer que tout Membre du Groupe qui fera défaut de produire son formulaire de réclamation comme décrit ci-dessus ne pourra participer à aucune forme de distribution dans le cadre du Plan de distribution approuvé dans cette affaire, en ce qui a trait à ce dossier;

[20] **SANS FRAIS.**


CATHERINE LA ROSA, j.c.s.

Me Simon Hébert
Siskinds Desmeules, s.e.n.c.r.l. (casier 15)

Avocats de la requérante

Me Francis Rouleau
Blake Cassels & Graydon
600, boul. De Maisonneuve O., bur. 2200
Montréal QC H3A 3J2

Avocats de l'intimée Samsung

¹ R.R.Q.c.r.:1, r2.

Me Kateri-Anne Grenier

Norton Rose Fulbright

2828, boul. Laurier, bur. 1500
Montréal QC G1V 0B9

Avocats de l'intimée Sharp

Me Nicolas Roche / Me Benoît G. Bourgon

Heenan Blaikie

1250 boulevard René-Lévesque Ouest, bur. 2500
Montréal QC H3B 4Y1

Avocats de l'intimée Hitachi

Me Pierre Y. Lefebvre / Me Annie Bernard

Fasken Martineau Dumoulin

C.P. 242, Tour de la Bourse
800 place Victoria, bureau 3700
Montréal QC H4Z 1E9

Avocats de l'intimée Toshiba

Me Nick Rodrigo

Davies Ward Phillips & Vineberg

1501 avenue McGill Collège, 26e étage
Montréal QC H3A 3N9

Avocats de l'intimée Chi Mei Optoelectronics

Me Neil A. Peden

Woods, s.e.n.c.r.l.

1000, Sherbrooke Ouest, bur. 2700
Montréal QC H3A 3G4

Avocats de l'intimée Au Optronics Corporation

Me Frikia Belogbi

Fonds d'aide aux recours collectifs

1, rue Notre-Dame Est, bur. 1030
Montréal QC H2Y 1B6

Avocats du Fonds d'aide

ANNEXE A

Voir le « Plan de distribution » aux 34 pages suivantes

000031

**DISTRIBUTION PROTOCOL
IN THE MATTER OF THE LCD LARGE SCREEN PRODUCTS CLASS ACTION
SETTLEMENTS**

INDEX

GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION2
DEFINITIONS3
THE CLAIMS ADMINISTRATOR'S DUTIES AND RESPONSIBILITIES5
SETTLEMENT BENEFITS AVAILABLE TO SETTLEMENT CLASS MEMBERS7
THE CLAIMS PROCESS9
 The Claim9
 The Online Claim Portal10
 The Claims Filing Process11
 Deficiencies12
 Claims Administrator's Decision13
 Appeal of the Claims Administrator's Decision14
THE CLAIMS DISTRIBUTION PROCESS15
CONFIDENTIALITY15

000032

- 2 -

GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION

1. The procedures set forth herein are intended to govern the administration of the settlement agreements entered into with the following Defendants:
 - (a) Chunghwa Picture Tubes Ltd., dated May 11, 2009;
 - (b) Epson Imaging Devices Corporation (formerly known as Sanyo Epson Imaging Devices Corporation), dated August 2, 2011;
 - (c) Samsung Electronics Co., Ltd. and Samsung Electronics Canada Inc., dated April 29, 2013;
 - (d) Innolux Corporation (successor to Chi Mei Optoelectronics Corporation), which also releases claims against Chi Mei Corporation, Chi Mei Optoelectronics USA, Inc, Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd., Nexgen Mediatech, Inc., and Nexgen Mediatech, dated September 5, 2013; and
 - (e) Japan Display Inc. (successor to Hitachi Displays, Ltd.) ("JDI") on its behalf and on behalf of Hitachi Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA) Inc., dated September 10, 2013 (collectively, the "Settlement Agreements").
2. The definitions set out in the Settlement Agreements apply to and are incorporated herein. Where a term is defined in both the Settlement Agreements and in this Distribution Protocol, the definition in this Distribution Protocol shall govern.
3. The administration shall:
 - (a) implement and conform to the Settlement Agreements, orders of the Courts and this Distribution Protocol;
 - (b) include the establishment and maintenance of the Settlement Website;
 - (c) employ secure, paperless, web-based systems with electronic registration and record keeping wherever possible;

000033

- 3 -

- (d) rely on the LCD Large Panel Products sales information provided by the Defendants wherever possible; and
 - (e) be bilingual in all respects.
4. Excluded Persons as defined in the Settlement Agreements are not entitled to the payment of settlement benefits under this Distribution Protocol.
 5. Settlement Class Members seeking compensation must disclose and give credit for any compensation received through other proceedings or private out-of-class settlements in relation to their LCD Products Purchases, unless by such proceedings or private out-of-class settlements the Settlement Class Member's claim was released in its entirety, in which case the Settlement Class Member shall be deemed ineligible for any further compensation.
 6. Settlement Class Members who file a Claim can elect to rely on that Claim in respect of any subsequent settlement or court award.

DEFINITIONS

7. For the purpose of this Distribution Protocol:
 - (a) **Claim** means the paper or electronic form that a Settlement Class Member must complete and submit before the Claims Filing Deadline in order to be considered for settlement benefits under this Distribution Protocol.
 - (b) **Claims Filing Deadline** means the date by which Claims (and any required supporting documentation) must be postmarked or electronically submitted in order for Settlement Class Members to be considered for settlement benefits under this Distribution Protocol.
 - (c) **Decision Notice** shall have the meaning attributed to it in paragraph 32.
 - (d) **Direct Purchaser End User** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Large Screen Products for its own use and not for commercial

{07047-001/00302126.1}

000034

- 4 -

resale direct from a Defendant or an entity related to a Defendant or where the purchase price of the LCD Large Screen Product was negotiated directly with a Defendant or an entity related to a Defendant.

- (e) **Direct Purchaser Reseller** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Large Screen Products for commercial resale direct from a Defendant or an entity related to a Defendant or where the purchase price of the LCD Large Screen Product was negotiated directly with a Defendant or an entity related to a Defendant.
- (f) **Eligible LCD Products Purchases** shall have the meaning attributed to it in paragraph 31(c).
- (g) **Fond Levy** means the amounts payable to the Fonds d'aide aux recours collectifs pursuant to section 42 of *An Act respecting the Class Action*, R.S.Q., c. R-2.1 and calculated in accordance with the governing regulations.
- (h) **Indirect Purchaser End User** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Large Screen Products for its own use and not for commercial resale, other than a Direct Purchaser End User.
- (i) **Indirect Purchaser Reseller** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Large Screen Products for commercial resale, other than a Direct Purchaser Reseller.
- (j) **LCD Products Purchases** means the aggregate amount actually paid by Settlement Class Members for LCD Large Screen Products purchased in Canada between January 1, 1998 and December 11, 2006, less any rebates or other form of discounts (such as off-invoice, bill-back or scan-back trade promotion payments), delivery or shipping charges, and taxes.

000035

- 5 -

- (k) *Net Settlement Amounts* mean the aggregate of the Settlement Amounts recovered pursuant to the Settlement Agreements and accrued interest after payment of Class Counsel Fees as approved by the Courts and after deduction of the Administration Expenses and all taxes (including interest and penalties) accruable with respect to the income earned by the Settlement Agreements.
- (l) *Online Claim Portal* means a web-based portal created and maintained by the Claims Administrator in accordance with paragraphs 20 to 23 of this Distribution Protocol.
- (m) *Settlement Agreements* has the meaning attributed to it in paragraph 1.
- (n) *Settlement Website* means the website maintained by or on behalf of the Claims Administrator for the purposes of providing Settlement Class Members with information on the Settlement Agreements, the Distribution Protocol, and the claims process, and access to the Online Claim Portal.

THE CLAIMS ADMINISTRATOR'S DUTIES AND RESPONSIBILITIES

- 8. The Claims Administrator shall administer the Settlement Agreements and this Distribution Protocol under the ongoing authority and supervision of the Ontario Court.
- 9. The Settlement Amounts shall be held in an interest bearing trust account at a Canadian Schedule 1 bank in Canada and all payments from the Settlement Amounts shall be made from that account.
- 10. The Claims Administrator's duties and responsibilities shall include the following:
 - (a) providing notices to the Settlement Class Members as required pursuant to this Distribution Protocol;
 - (b) receiving the Defendants' customer information, including names, addresses and sales information;

000036

- 6 -

- (c) developing, implementing and operating electronic web-based systems and procedures for receiving and adjudicating Claims. The Claims Administrator shall encourage Settlement Class Members to claim via the Online Claim Portal where possible and shall facilitate this process;
- (d) developing and implementing processes to detect possible fraudulent conduct, including monitoring claims for unusual activity and multiple claims being filed from the same address, using the same banking information, and using the same serial number;
- (e) making timely decisions in respect of Claims and notifying the Settlement Class Members of the decision promptly thereafter;
- (f) arranging payment to Settlement Class Members in a timely fashion after the distribution is authorized by the Ontario Court in accordance with paragraph 40;
- (g) dedicating sufficient personnel to respond to Settlement Class Members inquiries in English or French, as the Settlement Class Member elects;
- (h) submitting required materials for appeals;
- (i) remitting the Fonds Levy to the Fonds d'aide aux recours collectifs;
- (j) arranging payments of Administration Expenses;
- (k) maintaining, in an easy to understand format, the information being recorded pursuant to paragraph 23 as well as information about Settlement Class Members' Eligible LCD Product Purchasers and proposed distribution, so as to permit Class Counsel to audit the administration at the discretion of Class Counsel or if ordered by the Courts;
- (l) reporting to Class Counsel respecting Claims received and administered, and Administration Expenses;
- (m) cash management and audit control;

{07047-001/00302126.1}

000037

- 7 -

- (n) preparing and submitting such financial statements, reports and records as directed by Class Counsel and/or the Ontario Court; and
- (o) fulfilling any tax reporting and arranging payments required arising from the Settlement Amounts, including any obligation to report taxable income and make tax payments. All taxes (including interest and penalties) due with respect to the income earned by the Settlement Amounts shall be paid from the Settlement Amounts.

SETTLEMENT BENEFITS AVAILABLE TO SETTLEMENT CLASS MEMBERS

11. The Net Settlement Amounts will be available to provide settlement benefits to eligible Settlement Class Members pursuant to this Distribution Protocol. Settlement benefits payable to members of the Quebec Settlement Class will be subject to deductions in respect of the Fonds Levy.
12. Members of a family residing at the same address can pool their LCD Product Purchases together and file a single "household" Claim. Persons under the age of 18 are not permitted to file a Claim, but their purchases can be included as part of the household Claim. Settlement benefits payable in respect of a household Claim will be issued to the person filing the Claim on behalf of the household.
13. Where a Settlement Class Member provides proof of purchase in accordance with paragraph 19(b)(v), the Settlement Class Member can only claim with respect to two LCD Large Screen Products per household.
14. For the purpose of calculating payment of settlement benefits, LCD Large Screen Products will be valued as follows:
 - (a) LCD Panels – 100% of the LCD Product Purchases
 - (b) LCD televisions – 40% of the LCD Product Purchases
 - (c) LCD monitors – 80% of the LCD Product Purchases

000038

- 8 -

- (d) LCD notebook computers – 15% of the LCD Product Purchases
15. Where a Settlement Class Member provides proof of purchase in accordance with paragraphs 19(b)(iv) or 19(b)(v), the value of the Eligible LCD Products Purchases shall be as follows:
- (a) LCD televisions - \$1,500
 - (b) LCD monitors - \$700
 - (c) LCD notebook computers - \$2,250
16. Where a Settlement Class Member provides proof of purchase of a bundle of products (i.e., a desktop computer) that includes one or more LCD televisions, monitors or notebook computers, and the proof of purchase does not provide a specified cost for the LCD product(s), those LCD product(s) will be valued as set out in paragraph 15.
17. Subject to paragraphs 11 to 16 and 18, qualifying Settlement Class Members shall be entitled to a prorata distribution calculated in the following manner:
- (a) settlement benefits payable to a Direct Purchaser End User shall be calculated based on the full amount of their Eligible LCD Products Purchases;
 - (b) settlement benefits payable to an Indirect Purchaser End User shall be calculated by multiplying Eligible LCD Products Purchases by 80%; and
 - (c) settlement benefits payable to a Direct Purchaser Reseller shall be calculated by multiplying Eligible LCD Products Purchases by 25%.
 - (d) settlement benefits payable to an Indirect Purchaser Reseller shall be calculated by multiplying Eligible LCD Products Purchases by 15%.
18. If the prorata distribution would result in eligible Settlement Class Members receiving an amount that is beyond any reasonable estimate of expected damages or less than \$25, Class Counsel will seek further directions from the Courts with respect to the distribution of the Net Settlement Funds.

000039

- 9 -

THE CLAIMS PROCESS**The Claim**

19. The Claim shall require the following:

- (a) a declaration by the Settlement Class Member of the dollar value of its LCD Large Screen Products Purchases;
- (b) proof of the Settlement Class Member's LCD Large Screen Products Purchases:
 - (i) Where the Settlement Class Member purchased LCD Large Screen Products directly from a Defendant and the Defendant has provided sales information in respect of that Settlement Class Member, the Defendant's sales information shall be *prima facie* proof of the Settlement Class Member's LCD Product Purchases.
 - (ii) Where the Settlement Class Member did not purchase directly from a Defendant and/or wants to claim with respect to additional LCD Products Purchases, proof of purchase of the Settlement Class Member's LCD Products Purchases might include invoices, receipts, delivery or packing slips, purchase records, historical accounting records, or comparable verification that is acceptable to the Claims Administrator.
 - (iii) Settlement Class Members who cannot satisfy the evidentiary requirements of (i) or (ii) can provide a declaration attesting to the purchase and value of the purchase, together with a credit card statement, a bank statement, cancelled cheque, wire transfer confirmations, or comparable verification that is acceptable to the Claims Administrator.
 - (iv) Settlement Class Members who cannot satisfy the evidentiary requirements of (i), (ii) or (iii) can provide a declaration attesting to the purchase(s), together with proof of product registration, rebate documents that evidence the LCD Large Screen Product purchased, warranty documents that evidence the LCD Large Screen Product purchased, the serial number of the LCD Large Screen Product(s) purchased, a repair invoice identifying the LCD Large Screen Product(s), or comparable verification that is acceptable to the Claims Administrator.
 - (v) Settlement Class Members who cannot satisfy the evidentiary requirements of (i) to (iv) can provide a declaration attesting to the purchase(s).
- (c) information that will allow the Claims Administrator to determine the proportion of LCD Product Purchases that were made in the capacity of a Direct Purchaser

000040

- 10 -

Reseller, an Indirect Purchaser Reseller, an Indirect Purchaser End User, and a Direct Purchaser End User;

- (d) disclose whether the Settlement Class Member or any entity related to the Settlement Class Member has received compensation through other proceedings or private out-of-class settlements and/or provided a release in respect of any of the Settlement Class Member's LCD Products Purchases, and provide details of the compensation received and the claims released;
- (e) authorization to the Claims Administrator to contact the Settlement Class Member or its representative, as the Claims Administrator deems appropriate for more information and/or to audit the Claim;
- (f) declare that the information submitted in the Claim is true and correct; and
- (g) banking information required to complete a direct deposit of any settlement benefits payable in accordance with the terms of this Distribution Protocol or election to receive payment by cheque.

The Online Claim Portal

- 20. The Claims Administrator shall create an Online Claim Portal that Settlement Class Members can access in order to file a Claim and shall provide the necessary administration support to enable Settlement Class Members to do so.
- 21. The Online Claim Portal shall be accessible from the Settlement Website.
- 22. The Online Claim Portal shall contain fields that require the Settlement Class Member to provide all applicable information required as part of the Claim, in accordance with paragraph 19 above.
- 23. The Claims Administrator shall develop procedures for tracking and recording in an electronic format the following information, as it is entered into the Online Claim

000041

- 11 -

Protal or provided by Settlement Class Members who file hardcopy Claims in accordance with paragraph 26 below:

- (a) names, addresses, and purchase data of the Settlement Class Members;
- (b) names and addresses, purchase data and supporting documents provided by Settlement Class Members as part of the claims process; and
- (c) any other information that might be useful in the claims administration process.

The Claims Filing Process

- 24. Settlement Class Member will be encouraged to complete and submit a Claim (together with any required supporting documents) electronically using the Online Claim Portal. Claims must be submited on the Online Claim Portal on or before the Claim Filing Deadline.
- 25. Where a Settlement Class Member has been identified by the Defendants, the Claims Administrator shall provide to the Settlement Class Member, in writing, by e-mail or regular mail, his, her or its personal user name and password to permit that Settlement Class Member access to the Online Claim Portal. Where the Defendants have also provided sales information in respect of the Settlement Class Member, the fields in the Online Claim Portal requiring the Settlement Class Member to provide the value of the Settlement Class Member's LCD Product Purchases shall be automatically populated with the sales information provided by the Defendants.
- 26. If a Settlement Class Member does not have internet access or is otherwise unable to submit a Claim using the Online Claim Portal, the Settlement Class Member can register over the telephone with the Claims Administrator and the Claims Adminrator shall send the Settlement Class Member a hardcopy claim form by mail. The completed and executed hardcopy Claim (together with any required supporting

000042

- 12 -

proof of purchase) must be submitted to the Claims Administrator postmarked no later than the Claims Filing Deadline.

27. At its sole discretion, the Claims Administrator can elect to audit any Claim and can reject a Claim, in whole or in part, where, in the Claims Administrator's view, the Settlement Class Member has submitted insufficient or false information or has otherwise engaged in fraudulent conduct.

Deficiencies

28. If, during claims processing, the Claims Administrator finds that deficiencies exist in a Claim or other required information, the Claims Administrator shall notify the Settlement Class Member, by email or regular mail, of the deficiencies. The Claims Administrator shall allow the Settlement Class Member thirty (30) days from the date of such notice to correct the deficiencies. If the deficiencies are not corrected within the thirty (30) day period, the Claims Administrator shall reject the Claim without prejudice to the right of the Settlement Class Purchaser to cure the deficiencies, provided the Settlement Class Purchaser is able to meet the Claims Filing Deadline and other requirements set forth herein. The Online Claim Portal shall be designed so as to minimize the possibility of deficient claims.
29. Settlement Class Members cannot utilize third-party claims services or similar services to file claims. Where Settlement Class Members use third-party claims services or similar services to file Claims, their Claims will be treated as deficient and they will be given an opportunity to cure the deficiency in accordance with paragraph 28 above.
- Notwithstanding the foregoing, nothing in this paragraph shall preclude Settlement Class Members from being assisted by Class Counsel or another lawyer of their own choosing in the completion of their Claim, in which case the Settlement Class Members will be

000043

- 13 -

responsible for any legal expenses arising from those additional and individual legal services.

30. A deficiency shall not include missing the Claims Filing Deadline. The Claims Administrator shall not accept Claims postmarked or electronically submitted after the Claims Filing Deadline.

Claims Administrator's Decision

31. In respect of each Settlement Class Member who has filed a Claim in accordance with this Distribution Protocol, the Claims Administrator shall:
- (a) decide whether the Settlement Class Member is eligible to receive settlement benefits payable out of the Net Settlement Amounts in accordance with the Settlement Agreements, orders of the Courts and this Distribution Protocol;
 - (b) verify the Settlement Class Member's LCD Products Purchases;
 - (c) make a determination of the value of the Settlement Class Member's LCD Product Purchases in respect of which the Settlement Class Member is entitled to settlement benefits in accordance with the Settlement Agreements, orders of the Courts and this Distribution Protocol ("Eligible LCD Products Purchases"); and
 - (d) make a determination of the appropriate categorization of the Eligible LCD Product Purchases (i.e., whether the purchases were made in the capacity of a Direct Purchaser End User, an Indirect Purchaser End User, a Direct Purchaser Reseller, or an Indirect Purchaser Reseller).
32. The Claims Administrator shall send to the Settlement Class Member, by email or regular mail, a decision as to the approval or rejection of the Claim and the determination of the Eligible LCD Products Purchases and their categorization (the "Decision Notice").
- Where the Claims Administrator has rejected all or part of the Claim of the Settlement

000044

- 14 -

Class Member, the Claims Administrator shall include in the Decision Notice its grounds for rejecting all or part of the Claim.

33. The Claims Administrator's decision will be binding upon the Settlement Class Member, subject to the Settlement Class Member's right to appeal, as outlined in paragraphs 34 to 39.

Appeal of the Claims Administrator's Decision

34. Subject to paragraph 36, Settlement Class Members shall be granted thirty (30) days from the date of the Decision Notice to appeal the rejection (in whole or in part) of their Claims.
35. Settlement Class Members will not be permitted to submit any new proof of purchase or other documentation with their appeal.
36. The following grounds shall not be grounds for appeal:
- (a) the refusal of the Claims Administrator to accept a Claim postmarked or electronically submitted after the Claims Filing Deadline;
 - (b) the refusal of the Claims Administrator to accept a Claim where no proof of purchase was provided;
 - (c) the refusal of the Claims Administrator to accept a Claim where the Settlement Class Member has not cooperated with the Claims Administrator in respect of any audit conducted by the Claims Administrator in respect of that Settlement Class Member's Claim; or
 - (d) the refusal of the Claims Administrator to accept a Claim where the Settlement Class Member did not declare that the information submitted in the Claim is true and correct.
37. Appeals will be determined by the Court that has jurisdiction with respect to the Settlement Class Member. For example, appeals filed by Settlement Class Members in

{07047-001/00302126.1}

000045

- 15 -

British Columbia will be heard by the BC Court. The Court(s) may, in its sole discretion, appoint a referee to hear the appeals in its place.

38. The Courts may establish rules guiding the appeal process, including the process for making submissions in respect of the appeal and the costs of the appeal.
39. The decision on the appeal is final and binding and shall not be subject to any further appeal or review whatsoever.

THE CLAIMS DISTRIBUTION PROCESS

40. As soon as practicable after the claims evaluations and any appeals are completed, the Claims Administrator shall report to Class Counsel the particulars of the proposed distribution to each eligible Settlement Class Member. Class Counsel shall report to the Ontario Court and obtain authorization for the Claims Administrator to distribute the settlement benefits.
41. The Claims Administrator shall make arrangements to pay approved Claims as expeditiously as possible following authorization from the Ontario Court. Payments of settlement benefits to Settlement Class Members who file claims using the Online Claim Portal and provide banking information will be made by direct deposit. Payments of settlement benefits to Settlement Class Members who file hardcopy Claims or who file claims using the Online Claim Portal and elect to receive payment by cheque will be made by cheque.
42. To the extent that the full Net Settlement Amounts is not paid out due to uncashed cheques, residual interest or otherwise, such monies shall be held in trust for the benefit of the Settlement Class, pending further order of the Courts.

CONFIDENTIALITY

43. All information received from the Defendants or the Settlement Class Members is collected, used, and retained by the Claims Administrator pursuant to the *Personal*

{07047-001/00302126.1}

000046

- 16 -

Information Protection and Electronic Documents Act, SC 2000 c 5 for the purposes of administering the Settlement Agreements, including evaluating the Settlement Class Member's eligibility status under the Settlement Agreements. The information provided by the Settlement Class Member is strictly private and confidential and will not be disclosed without the express written consent of the Settlement Class Member, except in accordance with the Settlement Agreements, orders of the Courts and/or this Distribution Protocol.

**PLAN DE DISTRIBUTION
DANS L'AFFAIRE DES RÈGLEMENTS DES GRANDS ÉCRANS À AFFICHAGE À
CRISTAUX LIQUIDES**

TABLE DES MATIÈRES

PRINCIPES GÉNÉRAUX GOUVERNANT L'ADMINISTRATION	24
Définitions	26
DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS DE L'ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS	28
COMPENSATION POUR LES MEMBRES DU GROUPE.....	30
TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS.....	32
La Réclamation.....	32
Le Portail de Réclamation en ligne.....	35
Le Processus de dépôt des Réclamations.....	36
Les Lacunes	37
Les Décisions de l'Administrateur des Réclamations	39
L'Appel des Décisions de l'Administrateur des Réclamations	40
TRAITEMENT DE LA DISTRIBUTION DES INDEMNITÉS	41
CONFIDENTIALITÉ.....	42

Avis

Cette version est une traduction non-officielle de la version originale anglaise. En cas de disparité entre cette traduction et la version originale anglaise, la version originale anglaise aura préséance.

PRINCIPES GÉNÉRAUX GOUVERNANT L'ADMINISTRATION

Les Procédures décrites ci-dessous visent à encadrer l'administration des ententes de règlements intervenues avec les Défenderesses ci-après:

Chunghwa Picture Tubes Ltd., en date du 11 mai 2009;

Epson Imaging Devices Corporation (autrefois connue sous l'appellation Sanyo Epson Imaging Devices Corporation) en date du 2 août 2011;

Samsung Electronics Co., Ltd et Samsung Electronics Canada Inc., en date du 29 avril 2013;

Innolux Corporation (successeur de Chi Mei Optoelectronics Corporation), lesquelles ententes de règlements libèrent Chi Mei Corporation, Chi Mei Optoelectronics USA, Inc., Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd., Nexgen Mediatech, Inc., et Nexgen Mediatech, des réclamations formulées contre elles, en date du 5 septembre 2013; et

Japan Display Inc. (successeur d'Hitachi Displays, Ltd.) (« JDI ») en son nom et au nom d'Hitachi Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA) Inc., en date du 10 septembre 2013 (collectivement désignées les « Ententes de Règlements »).

Les définitions prévues aux Ententes de Règlements s'appliquent et sont incorporées par renvoi à ce document. Lorsqu'un terme est défini à la fois dans les Ententes de Règlements et dans ce Plan de Distribution, la définition prévue dans ce Plan de Distribution prévaudra.

L'administration devra :

Mettre en œuvre et se conformer aux Ententes de Règlements, aux jugements des Tribunaux et à ce Plan de Distribution;

Inclure la mise sur pied et l'entretien d'un site Internet pour les Règlements;

Utiliser des moyens sécurisés, sans papier, basés sur Internet et comprenant des moyens électroniques d'inscription et de conservation des données, lorsque possible;

S'appuyer sur l'information au sujet des ventes des Produits à Grands Écrans ACL, émanant des Défenderesses dans le cadre des termes des Ententes de Règlements, lorsque possible; et

Être bilingue à tous les égards.

L'expression « Personne exclue » telle que définie dans les Ententes de Règlements désigne des personnes qui ne sont pas admissibles à un dédommagement en vertu de ce Plan de Distribution.

Les Membres du Groupe visés par les Règlements cherchant à obtenir un dédommagement doivent divulguer toute indemnité reçue dans le cadre de d'autres instances ou règlements à l'amiable en lien avec leurs Achats de Produits ACL et devront consentir à une réduction de l'indemnité demandée dans le cadre des Ententes de Règlements à moins, qu'en vertu de ces autres instances ou de ces autres règlements à l'amiable, le Membre du Groupe ait accordé une quittance de toutes ses réclamations, auquel cas, le Membre du Groupe visé par les Règlements est réputé ne pas pouvoir bénéficier d'aucune autre compensation.

Les Membres du Groupe visés par les Règlements qui produisent une Réclamation peuvent choisir de s'en rapporter à son contenu à l'égard de tout règlement subséquent ou de tout montant adjugé par un Tribunal.

DÉFINITIONS

Pour les fins de ce Plan de Distribution :

Réclamation désigne le formulaire, papier ou électronique, qu'un Membre du Groupe visé par les Règlements doit compléter et produire avant la Date Limite de Production des Réclamations afin d'être considéré pour un dédommagement en vertu de ce Plan de Distribution.

Date Limite de Production des Réclamations désigne la date limite à laquelle les Réclamations (ainsi que toutes les pièces justificatives requises) doivent être revêtues du sceau postal ou soumises électroniquement de façon à ce qu'un Membre du Groupe visé par les Règlements puisse être considéré pour un dédommagement en vertu de ce Plan de Distribution.

Avis de Décision doit avoir la signification qui lui est attribuée au paragraphe 32.

Acheteur Direct Final désigne un Membre du Groupe visé par les Règlements qui a acheté des Produits à Grands Écrans ACL pour son usage personnel et non pour la revente commerciale directement auprès d'une Défenderesse ou d'une entité liée à une Défenderesse ou lorsque le prix d'achat du Produit à Grand Écran ACL a été négocié directement avec une Défenderesse ou une entité liée à une Défenderesse.

Revendeur Direct désigne un Membre du Groupe visé par les Règlements qui a acheté des Produits à Grands Écrans ACL pour la revente commerciale directement auprès d'une Défenderesse ou d'une entité liée à une Défenderesse ou lorsque le prix d'achat du Produit à Grand Écran ACL a été négocié directement avec une Défenderesse ou une entité liée à une Défenderesse.

Achats des Produits ACL Admissibles a le sens qui lui est attribué au paragraphe 31(c).

Prélèvement pour le Fonds signifie les sommes payables au Fonds d'aide aux recours collectifs en vertu de l'article 42 de la *Loi sur le recours collectif*, L.R.Q. c. R-2.1, et calculé conformément aux dispositions réglementaires applicables.

Acheteur Indirect Final désigne un Membre du Groupe visé par les Règlements, autre qu'un Acheteur Direct Final, qui a acheté des Produits à Grands Écrans ACL pour son usage personnel et non pour la revente commerciale.

Revendeur Indirect désigne un Membre du Groupe visé par les Règlements, autre qu'un Revendeur Direct, qui a acheté des Produits à Grands Écrans ACL pour la revente commerciale.

L'expression **Achats de Produits ACL** signifie le montant total payé par le Membre du Groupe visé par les Règlements pour des achats de Produits à Grands Écrans ACL au Canada, entre le 1^{er} janvier 1998 et le 11 décembre 2006, déduction faite de tous rabais ou toutes autres formes d'escompte (tel que des remises, refacturations, ou les rabais sur performance (*scan-back trade promotion payments*), livraison ou frais de livraison d'expédition et les taxes.

Montant Net du Fonds des Règlements désigne le montant total des sommes perçues en vertu des Ententes de Règlements, plus les intérêts courus après le paiement des honoraires aux Procureurs du Groupe approuvés par les Tribunaux et des frais d'administration ainsi que toutes les taxes (y compris les intérêts et les pénalités) majoré des revenus générés par le placement des sommes prévues aux Ententes de Règlements.

Portail de Réclamation en ligne désigne un Portail Internet conçu et entretenu par l'Administrateur des Réclamations en conformité avec les paragraphes 19 à 22 de ce Plan de Distribution.

Ententes de Règlements a la signification qui lui est attribuée au paragraphe 1.

Site Internet des Règlements désigne le site Internet opéré par ou pour l'Administrateur des Réclamations aux fins de fournir aux Membres du Groupe visés par les Règlements toute l'information ayant trait aux Ententes de Règlements, au Plan de Distribution, au Processus de Réclamation et l'accès au Portail de Réclamation en ligne.

DEVOIRS ET RESPONSABILITÉS DE L'ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS

L'Administrateur des Réclamations devra administrer les Ententes de Règlements et le Plan de Distribution sous la supervision et l'autorité du Tribunal de l'Ontario.

Les Sommes prévues aux Règlements seront détenues dans un compte en fidéicommiss portant intérêt, dans une institution bancaire mentionnée à l'annexe 1, et tous les paiements à même les Sommes prévues aux Règlements seront fait à partir de ce compte bancaire.

Les devoirs et responsabilités de l'Administrateur des réclamations comprennent ce qui suit :

fournir les avis aux Membres du Groupe visés par les Règlements tel que prévu au Plan de Distribution;

recevoir les informations sur la clientèle des Défenderesses, y compris les noms, adresses et information ayant trait aux ventes;

développer, mettre en place et opérer un système électronique, utilisant Internet, avec des procédures pour recevoir et traiter les Réclamations. L'Administrateur des Réclamations devra inciter les Membres du Groupe visés par les Règlements à produire leur Réclamation via le Portail de Réclamation en ligne, lorsque possible, et devra faciliter ce processus;

élaborer et mettre en œuvre des processus pour détecter un éventuel comportement frauduleux, y compris contrôler les plaintes pour activités inhabituelles et les multiples réclamations qui pourraient être déposées à partir de la même adresse, en utilisant la même information bancaire et en utilisant le même numéro de série;

rendre sans délai toute décision ayant trait aux Réclamations et aviser les Membres du Groupe visés par les Règlements de cette décision dès que possible, sitôt cette décision prise;

prendre les dispositions pour que les paiements aux Membres du Groupe visés par les Règlements soient faits en temps opportun une fois que la distribution aura été autorisée par le Tribunal de l'Ontario en accord avec le paragraphe 40 ci-après;

assigner suffisamment de personnel pour communiquer avec les Membres du Groupe visés par les Règlements, que ce soit en anglais ou en français, selon ce que le Membre du Groupe choisira;

présenter les documents requis pour les appels;

remettre les sommes prévues au Fonds d'aide aux recours collectifs;

assurer le paiement des Dépenses reliées à l'Administration;

conserver, dans un format facilement consultable, l'information qui sera colligée en vertu du paragraphe 22 de même que les données ayant trait aux Membres du Groupe visés par les Règlements qui auront été déclarés admissibles, ainsi que les informations ayant trait à la distribution proposée de façon à permettre aux Procureurs du Groupe de vérifier l'administration, à leur discrétion, ou si ordonné par les Tribunaux;

rendre compte aux Procureurs du Groupe en ce qui a trait aux réclamations reçues et traitées, et en ce qui a trait aux Dépenses liées à l'Administration;

assurer le contrôle de l'argent et assurer une méthode de vérification;

préparer et fournir les états financiers, rapports et registres comptables selon ce qui sera demandé par le Procureur du Groupe et/ou le Tribunal de l'Ontario; et

compléter toute déclaration fiscale et payer toute somme pouvant être exigée en relation avec les Sommes prévues aux Règlements, y compris le respect de toute obligation ayant trait à l'impôt sur le revenu et le paiement de telles obligations. Toute dette fiscale (y compris les intérêts et les pénalités) pouvant être exigée eu égard au revenu généré par les Sommes prévues aux Règlements devra être payée à même les Sommes prévues aux Règlements.

COMPENSATION POUR LES MEMBRES DU GROUPE

Le Montant Net du Fonds des Règlements sera utilisé pour dédommager les Membres du Groupe visés par les Règlements en accord avec les termes de ce Plan de Distribution. L'indemnité payable aux Membres du Groupe du Québec visés par les Règlements sera assujettie aux retenues en faveur du Fonds.

Les membres d'une famille résidant à la même adresse peuvent mettre en commun leurs Achats de Produits ACL et déposer une seule demande de Réclamation pour le «foyer». Les personnes de moins de 18 ans ne sont pas autorisées à déposer une Réclamation, mais leurs achats peuvent être inclus dans le total de la Réclamation du foyer. Les Sommes prévues aux Règlements payables à l'égard d'une Réclamation pour un foyer seront versées au nom de la personne ayant déposée la Réclamation.

Si un Membre du Groupe visé par les Règlements fournit une preuve justificative d'achat conformément au paragraphe 18 (b)(v), il ne pourra réclamer que pour deux Produits à Grands Écrans ACL par foyer.

Pour les fins du calcul du paiement des Sommes prévues aux Règlements, les Produits à Grands Écrans ACL seront évalués comme suit :

Écrans ACL – 100% des Achats des Produits ACL;

Téléviseurs ACL – 40% des Achats des Produits ACL;

Moniteurs ACL – 80% des Achats des Produits ACL; et

Ordinateurs portables ACL – 15% des Achats de Produits ACL.

Si un Membre du Groupe visé par les Règlements fournit une preuve justificative d'achat conformément au paragraphe 18(b)(iv) ou 18(b)(v), la valeur des Achats des Produits ACL Admissibles sera déterminée comme suit :

Téléviseurs ACL – 1 500\$

Moniteurs ACL – 700\$

Ordinateurs portables ACL – 2 250\$

Sous réserve des paragraphes 11 à 15 et 17, l'admissibilité des Membres du Groupe visés par les Règlements auront droit à une distribution au prorata calculée comme suit :

Le dédommagement payable à l'Acheteur Direct Final sera calculé en fonction du montant total de ses Achats de Produits ACL Admissibles;

Le dédommagement payable à L'Acheteur Indirect Final sera calculé en multipliant les Achats de Produits ACL Admissibles par 80%; et

Le dédommagement payable à un Revendeur Direct sera calculé en multipliant les Achats de Produits ACL Admissibles par 25%;

Le dédommagement payable à un Revendeur Indirect sera calculé en multipliant les Achats de Produits ACL Admissibles par 15%.

Si la distribution au prorata aux Membres du Groupe visés par les Règlements se traduisait par la distribution d'un montant dépassant toute estimation raisonnable pour une Réclamation, ou pour moins de 25 \$, les Procureurs du Groupe chercheront de nouvelles directions auprès des Tribunaux à l'égard de la distribution du Montant Net du Fonds des Règlements.

TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

La Réclamation

La Réclamation doit comprendre ce qui suit :

une déclaration du Membre du Groupe visé par les Règlements quant à la valeur de ses Achats de Produits à Grand Écran ACL;

des pièces justificatives d'Achats de Produits à Grand Écran ACL des Membres du Groupe visés par les Règlements :

- (i) Lorsque le Membre du Groupe visé par les Règlements a acheté ses Produits à Grand Écran ACL directement d'une Défenderesse et que la Défenderesse a toujours en main les preuves d'achat de ce Membre du Groupe visé par les Règlements, ces informations seront alors une preuve *prima facie* des Achats des Produits ACL faits par le Membre du Groupe visé par les Règlements;
- (ii) Lorsque le Membre du Groupe visé par les Règlements n'a pas acheté ses Produits ACL directement d'une Défenderesse et/ou désire réclamer pour d'autres Achats de Produits ACL, les pièces justificatives de ce Membre du Groupe visé par les Règlements pour ses Achats de Produits ACL pourront comprendre des factures, des reçus, des bons de livraison, des registres d'achat, un historique des registres comptables, ou toute preuve vérifiable qui soit jugée acceptable par L'Administrateur des Réclamations;
- (iii) Les Membres du Groupe visés par les Règlements qui ne peuvent fournir de pièces justificatives conformément au paragraphe (i) ou (ii) peuvent remettre une déclaration attestant de l'achat et la valeur de l'Achat de Produits ACL par le moyen d'un relevé de carte de crédit, d'un relevé

bancaire, d'un chèque oblitéré, d'une confirmation de virement bancaire ou toute vérification comparable qui soit jugée acceptable par l'Administrateur des Réclamations;

- (iv) Les Membres du Groupe visés par les Règlements qui ne peuvent fournir de pièces justificatives conformément au paragraphe (i) ou (ii) ou (iii) peuvent remettre une déclaration attestant de l'achat, avec toute preuve d'enregistrement du produit, tout document indiquant un rabais qui prouve que le Produit à Grand Écran ACL a été acheté, toute garantie prouvant que le Produit à Grand Écran ACL a été acheté, le numéro de série du/des Produit(s) à Grand(s) Écran(s) ACL achetés, une facture de réparation identifiant le/les Produit(s) à Grand(s) Écran(s) ACL, ou toute vérification comparable qui soit jugée acceptable par l'Administrateur des Réclamations;
- (v) Les Membres du Groupe visés par les Règlements qui ne peuvent fournir de pièces justificatives conformément au paragraphe (i) à (iv) peuvent remettre une déclaration assermentée attestant de l'achat.

les informations qui permettront à l'Administrateur des Réclamations de déterminer la proportion des Achats de Produits à Grands Écrans ACL qui ont été faits dans le cas d'un Revendeur Direct, d'un Revendeur Indirect, d'un Acheteur Indirect Final et un Acheteur Direct Final;

divulgue si le Membre du Groupe visé par les Règlements ou toute entité apparentée au Membre du Groupe visé par les Règlements a reçu une indemnité par l'entremise

de d'autres instances ou règlements et/ou a consenti une quittance concernant tout Achat de Produits ACL, et fournit les détails de l'indemnité reçue et des quittances accordées;

permettre à l'Administrateur des Réclamations de communiquer avec le Membre du Groupe visé par les Règlements ou son représentant, selon ce que l'Administrateur des Réclamations jugera approprié, afin d'obtenir de plus amples informations ou vérifier la Réclamation;

déclare que les informations transmises dans la Réclamation sont véridiques et exactes, et contenir tous les renseignements bancaires requis de façon à ce que le dédommagement obtenu en accord avec les termes de ce Plan de Distribution soit fait via un dépôt direct ou de choisir un paiement par chèque.

Le Portail de Réclamation en ligne

L'Administrateur des Réclamations doit concevoir un Portail de Réclamation en ligne auquel les Membres du Groupe visés par les Règlements pourront accéder afin de produire une Réclamation et fournir le soutien administratif nécessaire afin de permettre aux Membres du Groupe visés par les Règlements de produire leur Réclamation;

Les Membres du Groupe visés par les Règlements doivent pouvoir accéder au Portail de Réclamation en ligne à partir du site Internet du Règlement;

Le Portail de Réclamation en ligne doit contenir les champs à compléter afin que le Membre du Groupe visé par les Règlements puisse fournir tous les renseignements requis dans le cadre de la Réclamation, conformément au paragraphe 18 ci-dessus;

L'Administrateur des Réclamations doit élaborer des procédures pour le suivi et l'enregistrement dans un format électronique des informations suivantes, au fur et à mesure de leur captation dans le Portail de Réclamation en ligne, ou qu'elles sont fournies par le Membre du Groupe visé par les Règlements qui dépose une Réclamation en format papier, conformément au paragraphe 26 ci-dessous :

les noms, adresses et données d'achat du Membre du Groupe visé par les Règlements;

les noms, adresses, données d'achat et pièces justificatives fournies par le Membre du Groupe visé par les Règlements dans le cadre du processus de Réclamation; et

toute autre information qui pourrait être utile dans le cadre de l'Administration des Réclamations.

Le Processus de dépôt des Réclamations

Le Membre du Groupe visé par les Règlements sera invité à remplir et soumettre une Réclamation (avec les pièces justificatives requises) via le Portail de Réclamation en ligne. Les Réclamations devront être enregistrées au plus tard à la Date Limite de Production des Réclamations.

Lorsqu'un Membre du Groupe visé par les Règlements a été identifié par les Défenderesses, l'Administrateur des Réclamations doit fournir à ce Membre du Groupe visé par les Règlements, par écrit, par courriel ou par la poste, son code d'identification et son mot de passe de façon à ce qu'il puisse avoir accès au Portail de Réclamation en ligne. Si les Défenderesses ont également fourni les informations ayant trait aux transactions de ce Membre du Groupe visé par les Règlements, alors les champs pertinents du Portail de Réclamation en ligne, qui demanderaient autrement à ce Membre du Groupe visé par les

Règlements de fournir la valeur de ses Achats de Produits à Grands Écrans ACL, doivent être automatiquement complétés avec les informations fournies par les Défenderesses.

Dans l'éventualité où un Membre du Groupe visé par les Règlements n'a pas un accès Internet ou est incapable de produire une Réclamation via le Portail de Réclamation en ligne, le Membre du Groupe visé par les Règlements devra pouvoir s'enregistrer par téléphone auprès de l'Administrateur des Réclamations et, dans cette éventualité, l'Administrateur des Réclamations devra transmettre à ce Membre du Groupe visé par les Règlements une copie papier du formulaire de Réclamation. La copie papier dûment complétée et signée (accompagnée de toutes les pièces justificatives) doit être transmise à l'Administrateur des Réclamations au plus tard à la Date Limite de Production des Réclamations.

À sa seule discrétion, l'Administrateur des Réclamations peut décider de vérifier toute information ou peut rejeter toute Réclamation, en totalité ou en partie, lorsque de l'avis de l'Administrateur des Réclamations, le Membre du Groupe visé par les Règlements a fourni des informations insuffisantes ou erronées ou suite à un comportement frauduleux.

Les Lacunes

Si, dans le cadre du traitement des Réclamations, l'Administrateur des Réclamations constate qu'il y a des lacunes quant à la Réclamation ou aux informations requises, l'Administrateur des Réclamations doit en informer le Membre du Groupe visé par les Règlements, par courriel ou par la poste. L'Administrateur des Réclamations doit permettre au Membre du Groupe visé par les Règlements de corriger les lacunes dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de l'Avis. Si le Membre du Groupe visé par

les Règlements ne corrige pas les lacunes à l'intérieur du délai de trente (30) jours, l'Administrateur des Réclamations devra alors rejeter la Réclamation, sous réserve du droit du Membre du Groupe visé par les Règlements de corriger les lacunes, dans la mesure où le Membre du Groupe visé par les Règlements peut le faire à l'intérieur de la Date Limite de Production des Réclamations et en respectant les autres exigences prévues ci-dessous. Le Portail de Réclamation en ligne doit être conçu de façon à minimiser la possibilité de déposer une Réclamation déficiente.

Les Membres du Groupe visés par les Règlements ne peuvent produire leur Réclamation par l'entremise d'un tiers ou via d'autres services semblables pour produire leur Réclamation. Lorsqu'un Membre du Groupe visé par les Règlements utilisera un mode de Réclamation par un tiers ou d'autres services équivalents pour produire leur Réclamation, il verra alors sa Réclamation considérée comme étant déficiente et il pourra alors corriger cette lacune conformément au paragraphe 28 ci-dessus. Nonobstant ce qui précède, rien dans ce paragraphe ne doit être interprété comme empêchant le Membre du Groupe visé par les Règlements d'obtenir l'assistance d'un Procureur du Groupe ou d'un autre avocat de son choix pour produire sa Réclamation. Si le cas se présente, le Membre du Groupe visé par les Règlements sera alors responsable de tous les coûts encourus pour cette démarche.

Passer outre la Date Limite de Production des Réclamations n'équivaut pas à une lacune. Ainsi, l'Administrateur des Réclamations ne devra pas accepter une Réclamation qui aura été oblitérée ou transmise de façon électronique après la Date Limite de Production des Réclamations.

Les Décisions de l'Administrateur des Réclamations

Pour chaque Membre du Groupe visé par les Règlements qui aura produit une Réclamation en accord avec les termes du Plan de Distribution, l'Administrateur des Réclamations devra :

décider si le Membre du Groupe visé par les Règlements est admissible à recevoir un dédommagement direct payable à même le Montant Net du Fonds des Règlements en accord avec les Ententes de Règlements, les jugements des Tribunaux et le présent Plan de Distribution;

vérifier les Achats de Produits à Grands Écrans ACL du Membre du Groupe visé par les Règlements;

décider de la valeur des Achats de Produits à Grands Écrans ACL du Membre du Groupe visé par les Règlements pour lesquels le Membre du Groupe pourrait recevoir un dédommagement en accord avec les Ententes de Règlements, les jugements des Tribunaux et le présent Plan de Distribution (les « Achats de Produits ACL Admissibles »); et

rendre une décision eu égard à la catégorie des Achats de Produits ACL Admissibles (à savoir si les achats ont été effectués par un Acheteur Direct final, un Acheteur Indirect Final, un Revendeur Direct ou un Revendeur Indirect).

L'Administrateur des Réclamations doit faire parvenir au Membre du Groupe visé par les Règlements, par courriel ou par la poste, une décision quant à l'approbation ou le rejet de sa Réclamation ainsi que la décision quant aux Achats de Produits ACL Admissibles et à leur catégorie (l'« Avis de Décision »). Si l'Administrateur des Réclamations a rejeté une

partie ou toute la Réclamation du Membre du Groupe visé par les Règlements, alors l'Administrateur doit également inclure dans l'Avis de Décision les motifs du rejet total ou partiel de la Réclamation.

La décision de l'Administrateur des Réclamations liera le Membre du Groupe visé par les Règlements, sous réserve du droit du Membre du Groupe de porter cette décision en appel, conformément aux paragraphes 34 à 39.

L'Appel des Décisions de l'Administrateur des Réclamations

Sous réserve du paragraphe 36, les Membres du Groupe visés par les Règlements bénéficieront d'un délai de trente (30) jours à compter de la date à laquelle l'Avis de Décision sera envoyé pour en appeler du rejet (total ou partiel) de leur Réclamation.

Les Membres du Groupe visés par les Règlements ne seront pas autorisés à soumettre une nouvelle preuve d'Achat ou d'autres documents avec l'Appel de leur décision.

Les motifs suivants ne sont pas des motifs d'Appel des décisions:

le refus de l'Administrateur des Réclamations d'accepter une Réclamation qui aura été acheminée par la poste (le cachet d'oblitération postal faisant foi) ou par voie électroniquement après la Date Limite de Production des Réclamations;

le refus de l'Administrateur des Réclamations d'accepter une Réclamation d'Achat de Produits ACL qui ne sera pas appuyée par une preuve d'achat;

le refus de l'Administrateur des Réclamations d'accepter une Réclamation dans le cas où le Membre du Groupe visé par les Règlements aura fait défaut de coopérer avec

l'Administrateur des Réclamations dans le cadre de toute vérification ayant trait à la Réclamation de ce Membre du Groupe visé par les Règlements; et le refus de l'Administrateur des Réclamations d'accepter une Réclamation lorsque le Membre du Groupe visé par les Règlements n'aura pas déclaré solennellement que l'information produite dans la Réclamation est vraie et exacte.

Les Appels seront déterminés par le Tribunal de la juridiction ou demeure le Membre du Groupe visé par les Règlements. Par exemple, les Appels déposés par les Membres du Groupe visés par les Règlements de la Colombie-Britannique seront entendus par le Tribunal de la Colombie-Britannique. Les Tribunaux peuvent, à leur discrétion, désigner un arbitre pour entendre les Appels à leur place.

Les Tribunaux peuvent établir des règles guidant le processus d'Appel, y compris le processus pour présenter des observations à l'égard de l'Appel et les frais de l'Appel.

La décision en Appel est finale et exécutoire et n'est pas sujette à un autre Appel ou une révision quelconque.

TRAITEMENT DE LA DISTRIBUTION DES INDEMNITÉS

Dès que possible, suite à l'évaluation des Réclamations et après que tous les Appels auront été traités, l'Administrateur des Réclamations devra faire rapport aux Procureurs du Groupe des détails de la distribution proposée à chaque Membre du Groupe visé par les Règlements admissible. Les Procureurs du Groupe devront alors faire un rapport au Tribunal de l'Ontario et obtenir l'autorisation pour que l'Administrateur des Réclamations puisse distribuer les indemnités.

L'Administrateur des Réclamations doit prendre les dispositions nécessaires pour payer les Réclamations approuvées aussi rapidement que possible suite à l'autorisation du Tribunal de l'Ontario. Le Paiement de l'indemnité aux Membres du Groupe visés par les Règlements qui auront produit leur Réclamation au moyen du Portail de Réclamation en ligne et qui auront fourni les informations bancaires sera fait par dépôt direct. Le Paiement de l'indemnité aux Membres du Groupe visés par les Règlements qui auront produit leur Réclamation sous format papier ou ceux qui auront fait ce choix via le Portail de Réclamation en ligne sera fait par chèque.

Dans la mesure où la totalité du Montant Net du Fonds des Règlements n'est pas versée en raison de chèques non encaissés, de l'intérêt résiduel ou autre, ce résidu devra être détenu en fiducie pour le bénéfice des Membres du Groupe visés par les Règlements, jusqu'aux nouvelles directives des Tribunaux.

CONFIDENTIALITÉ

Toute l'information reçue des Défenderesses ou des Membres du Groupe visés par les Règlements sera recueillie, utilisée et conservée par l'Administrateur des Réclamations en accord avec la *Loi sur la Protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (PIPEDA) pour les fins de l'Administration des Ententes de Règlements, y compris l'évaluation de l'admissibilité des Membres du Groupe visés par les Règlements en vertu des Ententes de Règlements. L'information fournie par le Membre du Groupe visé par les Règlements est strictement privée et confidentielle et ne pourra pas être divulguée sans le consentement écrit exprès du Membre du Groupe visé par les

Règlements sauf en accord avec les Ententes de Règlements, les jugements des Tribunaux et/ou le présent Plan de Distribution.

ANNEXE B

**Voir l' « Avis d'Approbation »
aux 6 pages suivantes**

000016

**CANADIAN LCD PRICE-FIXING CLASS ACTIONS
NOTICE OF CLAIMS PROCESS**

**Please read this notice carefully.
You might be eligible for settlement benefits under class action settlements.**

TO: All persons in Canada who purchased LCD (liquid crystal display) panels (10" or larger measured diagonally) ("LCD Panels") and/or televisions, computer monitors or laptop computers containing LCD panels ("LCD Products") between January 1, 1998 and December 11, 2006 (the "settlement class" or "settlement class members").

I. BACKGROUND

Class action lawsuits have been commenced in Ontario, British Columbia, and Quebec alleging that the Defendants conspired to fix prices in the market for LCD Panels and LCD Products in Canada (collectively the "LCD Proceedings").

The following entities were named as "Defendants" in some or all of the LCD Proceedings: LG Display Co., Ltd., LG Display America, Inc., Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Hitachi Ltd., Hitachi Displays, Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA) Inc., Sharp Corporation, Sharp Electronics Corporation, Sharp Electronics of Canada Ltd., Toshiba Corporation, Toshiba Matsushita Display Technology Co., Ltd., Toshiba America Corporation, Toshiba of Canada Limited, AU Optronics Corp., AU Optronics Corporation America, Chi Mei Optoelectronics Corporation, Chi Mei Corporation, Chi Mei Optoelectronics USA, Inc, Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd., Nexgen Mediatech, Inc., and Nexgen Mediatech, HannStar Display Corporation, Chunghwa Picture Tubes, Ltd., and Epson Imaging Devices Corporation (formerly known as Sanyo Epson Imaging Devices Corporation).

II. COURT APPROVED CLASS ACTION SETTLEMENTS

Settlements have been reached with five groups of defendants. Under the terms of those settlements, the following amounts have been paid in exchange for a release of claims against the settled defendants and their related entities:

Chunghwa Picture Tubes, Ltd. ("Chunghwa")	\$2,023,000
Epson Imaging Devices Corporation (formerly known as Sanyo Epson Imaging Devices Corporation) ("Epson")	\$1,200,000
Samsung Electronics Co. Ltd. and Samsung Electronics Canada Inc. ("Samsung")	\$21,250,000

000017

- 2 -

Innolux Corporation (successor to Chi Mei Optoelectronics Corporation) ("Innolux")	\$10,000,000
Japan Display Inc. (successor to Hitachi Displays, Ltd.) ("JDI") on its behalf and on behalf of Hitachi Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA) Inc. ("JDI")	\$3,150,000

The settlement funds (less court approved counsel fees and disbursements) are being held in an interest bearing account for the benefit of settlement class members. In accordance with the terms of those settlements, Chunghwa, Epson, Samsung, Innolux and JDI are required to provide cooperation to the plaintiffs in the continued prosecution of the LCD Proceedings.

The LCD Proceedings were certified against Chunghwa, Epson, Samsung, Innolux and JDI for settlement purposes.

The settlements were approved by the Ontario, British Columbia and Quebec Courts. The settlements represent a resolution of disputed claims. Chunghwa, Epson, Samsung, Innolux and JDI do not admit any wrongdoing or liability.

III. DISTRIBUTION OF THE SETTLEMENT FUNDS

The settlements achieved to date in this litigation total \$37,623,000. The aggregate settlement funds, plus interest and less court approved legal fees, disbursements, administration expenses, and applicable taxes (the "Net Settlement Amount"), are available for compensation to settlement class members. The Net Settlement Amount equals approximately \$25,333,114.14.

The Ontario, British Columbia and Quebec Courts approved a protocol for distributing the Net Settlement Amount. A copy of the distribution protocol is available at [settlement website].

A. Persons Eligible to Claim

All settlement class members (as defined at the top of page 1) are eligible to file a claim.

Although settlements have only been reached with certain defendants, settlement class members can claim with respect to all LCD Panels and LCD Products purchases, regardless of the manufacturer or brand.

B. Calculation of Settlement Benefits

Settlement benefits will be distributed prorata to qualifying settlement class members. In other words, each individual settlement class member's share in the settlement benefits will be proportional to the value of that settlement class member's claim relative to the value of all claims filed. Because settlement benefits are being distributed prorata, the amount payable to individual class members will not be known until after the claims process is complete. The

Questions? Go to www.x.com; email [email] or call toll-free [number]

000018

- 3 -

amount payable to individual settlement class member will vary depending on the number of settlement class members who file claims and the value of those claims.

If the prorata distribution would result in eligible settlement class members receiving an amount that is beyond any reasonable estimate of damages or less than \$25, Class Counsel will seek further directions from the Courts with respect to the distribution of the settlement funds. It is expected that settlement class members will receive at least \$25, but this will depend on the number and value of claims filed.

The calculation of the prorata share depends on the particular product(s) purchased and the categorization of settlement class members.

i. Product Purchased

For the purposes of calculating payment of settlement benefits, the following values will be applied:

- LCD Panels – 100% of the LCD Product purchases
- LCD televisions – 40% of the LCD Product purchases
- LCD monitors – 80% of the LCD Product purchases
- LCD notebook computers – 15% of the LCD Product purchases

These values take into account the relative value of the LCD Panel in relation to the total value of the LCD Product.

ii. Categorization of Settlement Class Members

Settlement class members can be categorized into one of four purchaser groups depending on from whom the product was purchased and the purpose for which the product was purchased.

The purchaser groups are as follows:

- **Direct Purchaser End User** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Products for its own use and not for commercial resale direct from a Defendant or an entity related to a Defendant or where the purchase price of the LCD Products was negotiated directly with a Defendant or an entity related to a Defendant. The prorata share payable to Direct Purchaser End Users will be calculated based on the full value of eligible LCD Product purchases.
- **Indirect Purchaser End User** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Products for its own use and not for commercial resale, other than a Direct Purchaser End User. The prorata share payable to End Users will be calculated based on 80% of eligible LCD Product purchases.

Questions? Go to www.x.com; email [email] or call toll-free [number]

000019

- 4 -

- **Direct Purchaser Reseller** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Large Screen Products for commercial resale direct from a Defendant or an entity related to a Defendant or where the purchase price of the LCD Large Screen Product was negotiated directly with a Defendant or an entity related to a Defendant. The prorata share payable to Direct Purchaser Resellers will be calculated based on 25% of eligible LCD Product purchases.
- **Indirect Purchaser Reseller** means a Settlement Class Member in respect of purchases of LCD Large Screen Products for commercial resale, other than a Direct Purchaser Reseller. The prorata share payable to Indirect Purchaser Resellers will be calculated based on 15% of eligible LCD Product purchases.

Settlement class members can fall within multiple purchaser groups. For example, a retailer might purchase LCD monitors for resale and for use by employees. Assuming the retailer purchased directly from a Defendant, the retailer would qualify as a Direct Purchaser Reseller for the LCD monitors that are purchased for resale and a Direct Purchaser End User for the LCD monitors purchased for use by employees.

iii. Sample Calculations

Sample 1: If an Indirect Purchaser End User purchased an LCD television valued at \$2,000, its LCD purchases for the purposes of determining its prorata share of the Net Settlement Amount would be calculated as follows:

$\$2,000 \times .40$ (representing the product purchased) $\times .80$ (representing the categorization of the settlement class member) = \$640.

Sample 2: If a Direct Purchaser Reseller purchased LCD notebook computers valued at \$1,000,000 and LCD monitors valued at \$2,000,000, its LCD purchases for the purpose of determining its prorata share of the Net Settlement Amount would be calculated as follows:

LCD notebook computers: $(\$1,000,000 \times .15$ (representing the product purchased) $\times .25$ (representing the categorization of the settlement class member) = \$37,500

LCD monitors: $(\$2,000,000 \times .8$ (representing the product purchased) $\times .25$ (representing the categorization of the settlement class member) = \$400,000

Total: \$437,500

These numbers do not reflect the actual amount to be paid to settlement class members, but rather how their prorata share in the Net Settlement Amount will be calculated.

iv. Payments to Quebec Settlement Class Members

Payments to Quebec settlement class members are subject to deductions payable to the Fonds d'aide aux recours collectives, calculated in accordance with the governing regulations.

Questions? Go to www.x.com; email [email] or call toll-free [number]

000020

- 5 -

IV. FILING A CLAIM

i. Filing a Claim

To be eligible for settlement benefits, settlement class members must file a properly completed claim, together with the required supporting documents, no later than [date]. Claims that are not made within the deadline will not be eligible for compensation.

Claims must be filed using the online claims process at [website]. If you do not have Internet access, but wish to file a claim, please contact the claims administrator at [phone number]. Settlement class members cannot use third-party claims services to file claims.

ii. Proof of Purchase & Undocumented Claims

As part of the claims process, settlement class members are required to establish their LCD Product purchases. Where possible, settlement class members who purchased directly from a Defendant will be able to rely on the Defendants' sales records to establish their purchases. This information will be provided in a letter from the claims administrator and will be pre-populated on the online claims portal.

Where settlement class members did not purchase directly from a Defendant or sales data is not available, the settlement class member can provide other documentary proof of purchase. Please refer to the distribution protocol or the Frequently Asked Questions (available online at [website]) for more information.

Recognizing that some settlement class members will not have retained proof of purchase, settlement class members can file claims in respect of LCD Product purchases that are not supported by documentary proof of purchase. Settlement class members can claim up to two undocumented LCD Product purchases per household.

Where a settlement class member has filed a claim not supported by documentary proof of purchase or the proof of purchase does not disclose the value of the LCD Products purchased, the LCD Products will be valued as follows:

- LCD televisions - \$1,500
- LCD monitors - \$700
- LCD notebook computers - \$2,250

Where a settlement class member purchased LCD Products as part of a package (i.e., your LCD monitor was purchased as part of a desktop computer) and the proof of purchase does not provide a specified cost for the LCD Products, the LCD Products will be valued based on the above-listed amounts.

Questions? Go to www.x.com; email [email] or call toll-free [number]

000021

- 6 -

iii. Claims Administrator

The courts have appointed NPT RicePoint Class Action Services (an independent third-party) to receive and review claims, make determinations in respect of entitlement to direct payment of settlement benefits, and issue payments to eligible settlement class members.

Questions regarding the claims process should be directed to NPT RicePoint Class Action Services at [number] or [email].

iv. Claiming under any Subsequent Settlement(s)

The litigation is continuing against the five groups of non-settling Defendants. If subsequent settlement(s) are achieved, settlement class members can elect to rely on the claim filed as part of the current settlements and do not have to file an additional claim in order to participate in any subsequent settlements. Settlement class members will be provided an opportunity to supplement their claims, if they choose to do so.

V. CLASS COUNSEL

The law firms of Siskinds LLP, Camp Fiorante Matthews Mogerman and Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l. are class counsel.

Siskinds LLP is a full-service law firm based in London and with an office in Toronto. Siskinds LLP has a large class actions practice.

Camp Fiorante Matthews Mogerman is boutique law firm based in Vancouver. Camp Fiorante Matthews Mogerman specializes in aviation accident litigation, class action lawsuits, and product liability matters.

Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l. is an affiliate of Siskinds LLP and has offices in Montreal and Quebec City.

VI. QUESTIONS

More information about the settlements, the distribution of the settlement funds and the claims process is available online at [website], by email at [email] or by calling toll-free [number].

VII. INTERPRETATION

This notice contains a summary of some of the terms of the Settlement Agreements and the distribution protocol. If there is a conflict between the provisions of this notice and the Settlement Agreements (including the appendices) and/or the distribution protocol, the terms of the Settlement Agreements and/or distribution protocol shall prevail.

Questions? Go to www.x.com; email [email] or call toll-free [number]

ANNEXE C

Voir le « Plan de Diffusion » aux 5 pages suivantes

000009

**METHOD OF DISSEMINATION NOTICE OF HEARING
IN THE MATTER OF LCD PRICE-FIXING CLASS ACTION**

The Notice of Certification and Settlement Approval Hearing shall be distributed in the following manner:

Short-Form Notice:

1. published once in the following newspapers, in either English or French, as is appropriate for each newspaper, subject to each having reasonable publication deadlines and costs:
 - (a) The Vancouver Sun
 - (b) Calgary Herald
 - (c) Edmonton Journal
 - (d) The StarPhoenix (Saskatoon)
 - (e) The Leader Post (Regina)
 - (f) Winnipeg Free Press
 - (g) The Globe and Mail (National Edition)
 - (h) The National Post (National Edition)
 - (i) The Toronto Star
 - (j) Le Journal de Montreal
 - (k) Le Soleil
 - (l) The Telegraph-Journal (Saint John, New Brunswick)
 - (m) The Chronicle Herald (Halifax)
 - (n) The Guardian (Charlottetown)
 - (o) The Telegram (St. John's, Newfoundland)
 - (p) Yukon News
 - (q) News North (NWT)
 - (r) News North (Nunavut)

28

000010

- 2 -

2. published once in the following industry magazines, in either English or French, as is appropriate for each magazine, subject to each having reasonable publication deadlines and costs:
 - (a) Canadian Electronics
 - (b) Computing Canada (digital magazine)
 - (c) Summit Magazine
 - (d) Purchasing B2B Magazine
 - (e) Money Sense Magazine

3. sent to the following industry associations, in English and/or French, as is appropriate for each association, requesting voluntary distribution to their membership:
 - (a) Information Technology Association of Canada
 - (b) Retail Council of Canada
 - (c) Conseil québécois du commerce de détail (Quebec Council of Retail Trade)
 - (d) Hotel Association of Canada/Association des Hôtels du Canada
 - (e) Association of Universities and Colleges of Canada/Association des universités et collèges du Canada
 - (f) Association of Canadian Community Colleges/Association des collèges communautaires du Canada
 - (g) Canadian Institute of Chartered Accountants
 - (h) Certified General Accountants Association of Canada
 - (i) The Canadian Academic Accounting Association/L'Association Canadienne des Professeurs de Comptabilité
 - (j) Canadian Bankers Association/Association des banquiers Canadiens
 - (k) Credit Union Central of Canada
 - (l) Canadian Association of Mutual Insurance Companies/Association canadienne des compagnies d'assurance mutuelles
 - (m) Insurance Bureau of Canada/Bureau d'assurance du Canada

000011

- 3 -

- (n) Canadian Life and Health Insurance Association Inc./Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc.
- (o) Investment Industry Association of Canada
- (p) The Canadian Call Management Association
- (q) Association of Canadian Travel Agencies/Association canadienne des agences de voyages
- (r) The Canadian Healthcare Association
- (s) The Ontario Hospital Association
- (t) Supply Chain Management Association
- (u) Canadian Bar Association
- (v) The Society of Graphic Designers of Canada
- (w) Royal Architectural Institute of Canada/Institut royal d'architecture du Canada
- (x) Imagine Canada
- (y) Engineers Canada
- (z) Canadian Archaeological Association/Association canadienne d'archéologie

Long-Form Notice:

4. posted in English and French by class counsel on class counsel's respective websites;
5. sent by direct mail or email by class counsel to anyone who has inquired with class counsel regarding the class action, to the extent that class counsel has their name and address information;
6. sent by direct mail by class counsel to the direct purchaser customers of Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc., Innolux Corporation, Hitachi Displays, Ltd. and Hitachi Canada, Ltd., to the extent that such information has been provided to class counsel pursuant to the terms of the defendants' respective settlements;
7. sent by direct mail by class counsel to defendants' direct purchaser OEM and distributor customers, to the extent that such information has been provided to class counsel;

000012

- 4 -

8. a request will be made that the distributors identified in Schedule "A" hereto to either: (i) provide class counsel with the names and addresses of their direct purchaser customers of LCD Panels and/or LCD Products, so as to enable class counsel to send those customers a copy of the long-form notice by email or mail; or (ii) send a copy of the long-form notice by email or mail to their direct purchasers customers of LCD Panels and/or LCD Products. If the distributor chooses the latter option, class counsel will compensate the distributor for any reasonably incurred copying and posting charges; and
9. sent to federal and provincial governments, and municipal governments for the 100 largest cities in Canada. Reasonable efforts will be made to locate the purchasing braches for each government.

Where the customer is located in Quebec, the notice shall be sent in English and French.

The direct mailing shall occur within 7 days of the first publication of the Short-Form Notice.

Press Release:

10. A press release will be issued in English and French through Canada News Wire.

Digital Notice:

11. An abbreviated notice will be posted online on the following websites:

- (a) www.huffingtonpost.ca
- (b) www.theglobeandmail.com
- (c) www.linkedin.com
- (d) www.tomshardware.com

000013

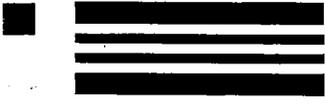
- 5 -

SCHEDULE "A"

- a) AGD Electronics Limited
- b) ALC Micro
- c) All American Semiconductor, Inc.
- d) CDW Corporation
- e) Computer Distributers of Canada
- f) Comtronic Computer Inc.
- g) Daiwa Distribution Inc.
- h) D&H Distributing Co.
- i) Eprom Inc.
- j) Funai Electric Co., Ltd.
- k) Hartco Limited Corporation
- l) Ingram Micro Inc.
- m) Insight Enterprises, Inc.
- n) Mini Micro Canada
- o) Multimicro Inc.
- p) Pro-Data Inc.
- q) Stampede Presentation Products, Inc.
- r) Supercom
- s) Synnex Canada Limited
- t) Tech Data Canada Corporation
- u) TigerDirect, Inc.
- v) TTX Canada

ANNEXE D

**Voir les « Formulaire de Réclamation »
aux 8 pages suivantes**



CANADIAN LCD PANELS
CLASS ACTION
CLAIM FORM

Canadian LCD Class Action
Claims Administrator
P.O. Box 3355
London, ON N6A 4K3
Tel: XXX-XXX-XXXX

Must Be Postmarked
No Later Than
Month XX, 2014

LCDL1



<<Barcode>> <<ClaimID>>
<<FirstName>> <<LastName>>
<<Addr1>> <<Addr2>>
<<City>>, <<Province>> <<Postal Code>>

Complete this Claim Form to receive a payment from settlements totaling more than \$37 million. It is expected that a minimum payment of \$25.00 will be distributed to eligible Settlement Class Members that submit a valid Claim Form. Your claim must be submitted online or postmarked by [date].

Information on Claims Process and Claim Form

THESE INSTRUCTIONS APPLY TO PERSONS WHO DO NOT HAVE INTERNET ACCESS. IF YOU HAVE INTERNET ACCESS, STOP READING THESE INSTRUCTIONS AND GO TO www.lcd.ca

The Settlement Class is defined as all persons in Canada who purchased LCD (liquid crystal display) panels (10" or larger measured diagonally) ("LCD Panels") and/or televisions, computer monitors or notebook computers containing LCD Panels ("LCD Products") between January 1, 1998 and December 11, 2006.

For the purposes of this claim form, "LCD Products Purchases" is defined as all purchases of LCD Panels and LCD Products between January 1, 1998 and December 11, 2006.

How do I file a claim? Complete this claim form only if you do not have internet access. If you have internet access, you must file your claim online at www.lcd.ca. You must complete all sections of this claim form. Completed claims must be sent to the following address postmarked no later than [date].

Canadian LCD Class Action
Claims Administrator
P.O. Box 3355
London, ON N6A 4K3

How can I get more information? More information about the settlements and the calculation of settlement benefits is available in the Notice of Claims Process. If you did not receive the notice or have additional questions, please contact the Claims Administrator toll free at XXX-XXX-XXXX.



FOR CLAIMS PROCESSING ONLY	OR	CR	<input type="radio"/> DOC	<input type="radio"/> RED
			<input type="radio"/> LC	<input type="radio"/> A
			<input type="radio"/> REV	<input type="radio"/> B

000066

If between 1998 and 2006, you changed business or trade names and/or addresses, please list the previous names and/or addresses below. You may attach additional sheets if you require more space.

Company Name 1

[Grid for Company Name 1]

Address 1

[Grid for Address 1]

Address 2

[Grid for Address 2]

City

Province

Postal Code

[Grid for City, Province, and Postal Code]

Company Name 2

[Grid for Company Name 2]

Address 1

[Grid for Address 1]

Address 2

[Grid for Address 2]

City

Province

Postal Code

[Grid for City, Province, and Postal Code]

If you are including LCD Products Purchases by or on behalf of entities that you own, please identify the names and addresses of such entities and attach proof of ownership. You may attach additional sheets if you require more space. **Please note that such entities will not be permitted to file a claim in respect of the same LCD Products Purchases.**

Company Name 1

[Grid for Company Name 1]

Address 1

[Grid for Address 1]

Address 2

[Grid for Address 2]

City

Province

Postal Code

[Grid for City, Province, and Postal Code]

Company Name 2

[Grid for Company Name 2]

Address 1

[Grid for Address 1]

Address 2

[Grid for Address 2]

City

Province

Postal Code

[Grid for City, Province, and Postal Code]

I verify that I have consent to file on behalf of these entities and that no further claims will be filed in respect of the same LCD Products Purchases.



000067

PART III: DOCUMENTING YOUR LCD PRODUCTS PURCHASES

If available, the Settlement Class Member must provide proof of purchase such as invoices, receipts, delivery or packing slips, purchase records, historical accounting records or any other documentation that supports the purchase.

Settlement Class Members who cannot provide proof of purchase can provide a declaration attesting to the purchases. Only two LCD Products Purchased per household may be covered by this method of proof.

PART IV: LIST YOUR LCD PRODUCTS PURCHASES

Use pages 5 and 6 to list all of your LCD Products Purchases. There are separate sections for Notebook Computers, LCD Computer Monitors, LCD Televisions, and LCD Panels. You must complete every field for each purchase you list:

1. If known, list the **brand** of your product.
2. **Purchased for end use?** In other words, did you purchase this product for your own use, rather than for resale?
3. **Purchased from a Defendant?** Did you purchase LCD Products directly from any of the following list of Defendants or an entity related to a Defendant, or was the purchase price of the LCD Products negotiated directly with a Defendant or an entity related to a Defendant?
 - LG (LG Display Co., Ltd., LG Display America, Inc.)
 - Samsung (Samsung Electronics Co. Ltd., Samsung Electronics Canada Inc.)
 - Hitachi (Hitachi Ltd., Hitachi Displays, Ltd., Hitachi Canada, Ltd., Hitachi America Ltd., Hitachi Electronics Devices (USA) Inc.)
 - Sharp (Sharp Corporation, Sharp Electronics Corporation, Sharp Electronics of Canada Ltd.)
 - Toshiba (Toshiba Corporation, Toshiba Matsushita Display Technology Co., Ltd., Toshiba America Corporation, Toshiba of Canada Limited)
 - AU Optronics (AU Optronics Corp., AU Optronics Corporation America)
 - Chi Mei (Chi Mei Optoelectronics Corporation, Chi Mei Corporation, Chi Mei Optoelectronics USA, Inc, Chi Mei Optoelectronics Japan Co., Ltd.)
 - Nexgen Mediatech, Inc.
 - HannStar Display Corporation
 - Chunghwa Picture Tubes, Ltd.
 - Epson Imaging Devices Corporation (formerly known as Sanyo Epson Imaging Devices Corporation)
4. List the **Net Purchase Amount** you paid for the product. The amount paid is the aggregate amount you actually paid for LCD Products purchased in Canada between January 1, 1998 and December 11, 2006, less any rebates or other form of discounts (such as off-invoice, bill-back or scan-back trade promotion payments), delivery or shipping charges, and taxes.
5. **You must include any applicable documentation with this claim form.**



000068

A. List your NOTEBOOK COMPUTER purchases

1. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
2. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
3. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
4. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
5. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	

B. List your LCD COMPUTER MONITOR purchases

1. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
2. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
3. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
4. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	
5. Brand:											
Purchased for End Use? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No											
Purchased from a Defendant? <input type="radio"/> Yes <input type="radio"/> No <input type="radio"/> Unsure											
										Net Purchase Amount:	
										(rounded to whole dollar) \$	



000069

C. List your LCD TELEVISION purchases

1. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

2. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

3. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

4. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

5. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

D. List your LCD PANEL purchases

1. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

2. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

3. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

4. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$

5. Brand:

Purchased for End Use? Yes No Purchased from a Defendant? Yes No Unsure Net Purchase Amount: (rounded to whole dollar) \$



000071

**ACCURATE CLAIMS PROCESSING TAKES A SIGNIFICANT AMOUNT OF TIME.
THANK YOU FOR YOUR PATIENCE.**

Reminder Checklist:

1. Please sign the above declaration.
2. Remember to attach supporting documentation, if applicable.
3. Keep a copy of your claim form and all supporting documentation for your records.
4. If you move, please send the Claims Administrator your new address.

Privacy Statement

All information provided by the Claimant is collected, used, and retained by the Claims Administrator, Class Counsel and their agents pursuant to the Personal Information Protection and Electronic Documents Act (PIPEDA) for the purposes of administering the Canadian LCD Class Action Settlement Agreements, including evaluating the Claimant's eligibility status under the Settlement Agreements. The information provided by the Claimant is strictly private and confidential and will not be disclosed without the express written consent of the Claimant, except in accordance with the Settlement Agreements, distribution protocol or orders of the courts.

"Class Counsel" is defined as Siskinds LLP of London, Ontario; Camp Fiorante Matthews Mogergerman of Vancouver, British Columbia; and Siskinds Desmeules s.e.n.c.r.l. of Quebec City, Quebec.

The "Claims Administrator" is defined as NPT RicePoint Class Action Services Inc. of London, Ontario. Gilardi & Co. LLC of San Rafael, CA is acting as NPT Rice Point Class Action Services Inc.'s agent in the collection and management of Claimant information.

